



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

## DOUX DOIT PAYER SES AVENTURES BRESILIENNES

La situation du groupe Doux vient de refaire surface comme tant d'autres dossiers après le second tour des élections présidentielles. Le gouvernement Fillon au vu de son bilan calamiteux dans le domaine de l'emploi industriel avait tout intérêt à limiter les effets d'annonces désastreux en termes d'image pour son parti.

La droite lègue ainsi au nouveau gouvernement d'innombrables dossiers restés sans réponse. Le dossier Charles Doux est depuis de nombreux mois entre les mains du Fond de structuration industrielle (FSI) et le comité interministériel de restructuration industriel (CIRI) qui se débattaient avec une direction peu encline à trouver des solutions.

La FNAF CGT rappelle qu'elle a depuis toujours combattu la stratégie du groupe. Son aventure brésilienne a conduit à une casse programmée de l'emploi en France mais aussi au Brésil.

Le rachat par Doux de Frangosul au Brésil en 1998 s'est traduit par la destruction de 14 sites industriels en France et la suppression de plusieurs centaines d'emplois notamment chez Père Dodu. (450 emplois supprimés à Locminé).

La société implantée au Brésil s'est aussi illustrée par plus de chômage des salariés et la mise en faillite de centaines de petits producteurs de volailles et de porc.

Doux laisse une ardoise de 434 millions d'euros d'endettement industriel, le groupe a 294 millions d'euros de dettes cumulées au Brésil.

La stratégie de dumping social s'est donc soldée par une hécatombe payée par les salariés brésiliens, français mais également d'autres pays d'Europe où le groupe Doux a sévi en inondant « les marchés » par des produits à bas coût.

A ce jour les petits arrangements entre amis n'ont pas permis au FSI d'intervenir pour limiter la casse industrielle.

Le groupe a annoncé le 25/05/2012 que la nouvelle direction qu'il met en place va procéder à un audit des sites français. Les 3400 salariés, les centaines de CDD et le millier de producteurs qui dépendent du groupe sont légitimement inquiets pour leur avenir.

LDC qui jusqu'à ce jour faisait mine de se désintéresser du sort du groupe Doux se dit aujourd'hui intéressé et prêt « à examiner le dossier », il précise que des activités (les plus rentables) l'intéresseraient. Rien là pour nous étonner.

.../...

Les salariés LDC ont donc de bonnes raisons d'avoir des inquiétudes quant aux répercussions que cette orientation peut avoir sur l'emploi.

Notre fédération va convoquer les syndicats CGT des deux groupes pour examiner les formes d'actions à entreprendre pour contrer toutes vellétés de remises en cause de l'emploi et des acquis sociaux.

Elle réaffirme son exigence de voir Doux payer ses aventures brésiliennes qui ont coûté très cher à l'industrie avicole française, aux salariés et à notre pays.

Doux qui a couru après les subventions européennes à l'exportation a suffisamment « plumé » le peuple français.

La FNAF CGT réaffirme avec force que l'argent public doit aller au développement industriel et à l'emploi et ne doit pas servir les intérêts égoïstes des capitalistes avides de profits.

Montreuil,  
Le 30 mai 2012